

CHAMP D'APPLICATION

Les présentes conditions générales de vente ont vocation à s'appliquer à toutes les ventes conclues entre le Fournisseur et ses Clients à compter du 1er avril 2006.

DEFINITIONS

Achat / Vente de Progiciels : s'agissant de Progiciels commercialisés par le Fournisseur, tous termes relatifs à des notions de vente ou d'achat doivent être entendus comme signifiant concession de droits entre les parties, n'entraînant aucun transfert de propriété.

Client : ce terme désigne le cocontractant professionnel ayant accepté la proposition commerciale et souscrit aux présentes conditions générales de vente en connaissance de cause et pour les besoins de son activité professionnelle.

Fournisseur : ce terme désigne la société PROVENCE MEDIA, toutes ses marques, filiales et sociétés apparentées.

Matériels : ce terme désigne l'ensemble des pièces et composants utilisés dans l'industrie informatique ainsi que les éléments assemblés tels que les ordinateurs personnels (PC) et les serveurs, les téléphones IP, à l'exclusion de :

- fournitures consommables (supports magnétiques, supports numériques, rubans, papiers, stylets, etc. ...)
- connexions électriques et autres câblages (réseaux informatiques, télécoms, etc.);
- tous les matériels non commercialisés par le Fournisseur et/ou d'origine étrangère au Fournisseur;
- les petits périphériques sujets à l'usure du temps (clavier, souris, haut-parleurs, etc.).

Progiciels : ensemble de programmes, procédés, règles relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitement de l'information, conçu par PROVENCE MEDIA pour être fourni à plusieurs utilisateurs en vue d'une même application ou d'une même fonction, incluant la documentation relative aux consignes d'utilisation.

Solution : Matériels et Progiciels d'origine PROVENCE MEDIA à l'exclusion de tout matériel, logiciel et progiciel fournis par des tiers.

GENERALITES

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Les présentes conditions générales valent contrat et définissent les obligations du Fournisseur et du Client pour les Matériels, Progiciels et prestations spécifiques commandés par ce dernier, à défaut de conditions particulières écrites dans un contrat accepté et signé par les deux parties.

ARTICLE 2 - FORMATION DU CONTRAT

2.1 Le contrat est réputé formé à partir de la confirmation de la commande par écrit du Client adressée au Fournisseur par courrier postal, télécopie et messagerie électronique (Loi n°2000-230 du 13/03/2000).

2.2 L'acceptation des offres du Fournisseur par le Client entraîne son adhésion aux présentes conditions, sans réserve et à défaut de stipulation contraire écrite acceptée par les deux parties.

ARTICLE 3 - DOCUMENTATION - ETUDES & PROJETS

3.1 La documentation remise par le Fournisseur reste son entière propriété.

3.2 Dans le cas où le Client sollicite du Fournisseur toute étude et/ou projet pour l'acquisition d'une Solution, tous les frais et charges afférents à ces travaux seront facturés au Client conformément à la proposition commerciale faite par le Fournisseur. Si le Client renonce, pour quelque cause que ce soit, à l'acquisition de la Solution, les frais et charges relatifs aux études et/ou projets commandés seront intégralement dus.

3.3 Le Fournisseur conserve l'entière propriété des études et projets, qui ne peuvent être communiqués à des tiers, ni utilisés de quelque manière que ce soit sans son autorisation écrite préalable.

ARTICLE 4 - INFORMATION

4.1 Les Solutions fournies s'adressent à des professionnels et n'ont en aucune manière vocation à se substituer à leur jugement ni à endosser les responsabilités qui sont les leurs.

Le Client est donc seul responsable :

- du choix des Progiciels et des Matériels, ayant reçu du Fournisseur les conseils et informations nécessaires et suffisants sur leurs conditions d'utilisation, capacités et limites de performance ;
- et, en sa qualité de professionnel, de l'usage et des interprétations qu'il fait des documents et données qu'il consulte, des résultats qu'il obtient, des conseils et actes qu'il en déduit et/ou émet.

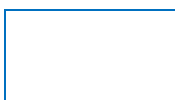
Les options d'enregistrement incluses dans les Progiciels sont agréées par le S.G.D.N. sous le numéro 0012 FELV 1130 (Décret n°97-757 du 10/07/1997 art.3). Afin de pouvoir utiliser lesdites options, il appartient au Client de solliciter une autorisation préalable auprès du S. G.D. N. – Bureau du Premier Ministre.

ARTICLE 5 - PRIX

5.1 Les prix figurant sur toute proposition commerciale émanant du Fournisseur sont exprimés en Euros(€) hors taxes.

5.2 Les prix indiqués sont fermes jusqu'à l'expiration du délai de validité de l'offre précisé dans la proposition commerciale. Au-delà de ce délai de validité, les prix pourront être modifiés par le Fournisseur sans préavis.

Paraphe du signataire :



5.3 A défaut d'indication du délai de validité, il est expressément convenu que celui-ci sera au maximum de trente (30) jours à partir de la réception de la proposition commerciale par le Client.

5.4 Le prix sera majoré des frais et taxes (article 6) en vigueur au jour de la conclusion du contrat et seront à la seule charge du Client.

ARTICLE 6 - TRANSPORT - EMBALLAGES

6.1 Tous les frais relatifs au transport, à l'assurance, aux droits de douane, aux autorisations administratives, à la manutention et aux autres taxes sont à la charge exclusive du Client.

6.2 Il appartient au Client de vérifier les expéditions dès leur arrivée, d'émettre toute réserve en cas d'avarie et d'exercer tout recours à l'encontre du transporteur quelles que soient les modalités d'expédition.

6.3 Le Client devra également informer le Fournisseur, par écrit et sans délai, des avaries ainsi constatées. Dans l'hypothèse où le Fournisseur se verrait opposer une fin de non-recevoir du transporteur en raison d'un fait imputable au Client, ce dernier serait tenu de verser au Fournisseur une somme équivalente au préjudice subi.

6.4 Les modalités d'expédition seront en principe choisies par le Fournisseur au coût le plus réduit, sauf stipulation expresse contraire.

6.5 Tous les emballages à l'exception de ceux utilisés pour les baies sont compris dans le prix.

6.6 En ce qui concerne les emballages d'origine des baies informatiques, le Client en est consignataire jusqu'à récupération par le transporteur désigné par le Fournisseur. En cas de destruction accidentelle ou volontaire desdits emballages, le Client devra régler au Fournisseur une indemnité équivalente à leur coût de remplacement standard.

ARTICLE 7 - RABAIS - REMISES - RISTOURNES

Il n'est accordé aucun rabais, remise, ristourne.

ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PAIEMENT

8.1 Lors de la commande, le Client est tenu de verser un prépaiement correspondant à l'intégralité du montant total hors taxe.

8.2 Pour les commandes d'études, projets et prestations de services spécifiques, le Client devra verser un prépaiement de l'intégralité du montant total hors taxe.

8.3 Tout acompte ainsi exigé sera payable, taxes en sus, lors de la commande par chèque bancaire ou par virement au Fournisseur.

8.4 Les factures seront émises par le Fournisseur à la date de livraison. Sauf conditions écrites particulières, ces factures sont payables pour leur montant net, au comptant et sans escompte.

8.5 Ne constitue pas un paiement au sens de la présente convention la remise de tout effet de commerce.

8.6 Toute somme non payée après sa date d'échéance donnera lieu à l'application d'une pénalité de retard calculée sur la base du taux d'intérêt légal en vigueur majoré de cinq (5) points (Loi n°92-1442 du 31/12/1992).

8.7 Nonobstant l'application des pénalités mentionnées au 8.6, le Fournisseur se réserve le droit, quinze (15) jours après la première présentation d'une lettre de mise en demeure en recommandé avec avis de réception et restée totalement ou partiellement infructueuse, de suspendre ses prestations jusqu'au paiement intégral des sommes dues.

8.8 A l'expiration d'un délai de trente (30) jours à compter de la première présentation de la mise en demeure précisée au point 8.7, le Fournisseur pourra résilier de plein droit avec effet immédiat tous les services et prestations en cours.

8.9 Tous les frais d'impayés seront à la charge exclusive du Client.

8.10 Le Fournisseur pourra consentir au Client, dans la proposition commerciale ou dans tout autre document signé par les deux Parties, un fractionnement de sa dette commerciale. En cas de non-paiement d'une seule échéance, pour quelque motif que ce soit, la totalité des sommes restant dues au jour de la défaillance deviendra exigible après mise en demeure du Client par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant huit (8) jours à compter de sa première présentation.

8.11 Le Client ne pourra, pour quelque motif que ce soit, retenir tout ou partie du prix dû au Fournisseur, ni pratiquer une quelconque compensation, sauf dans le cas où la Solution est entièrement paralysée (c'est-à-dire en cas de bug bloquant paralysant le système à plus de 90%).

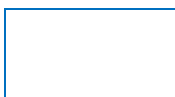
ARTICLE 9 - LIVRAISON

9.1 La livraison est réputée réalisée :

- soit par remise directe de la Solution au Client ;
- soit par simple avis de mise à disposition en cas d'absence du Client ;
- soit par remise de la Solution à un transporteur désigné par le Fournisseur.

9.2 En cas de demande de versement d'un acompte à la commande, le délai de livraison commencera à courir au jour du versement effectif dudit acompte.

Paraphe du signataire :



9.3 En cas de retard de la livraison, la responsabilité du Fournisseur ne pourrait être engagée que dans la mesure où ce retard excéderait un délai raisonnable, qu'il serait exclusivement imputable au Fournisseur et qu'il ait causé un préjudice direct et certain au Client dont la charge de la preuve incombe à ce dernier.
Tout retard de livraison ne peut en aucun cas justifier l'annulation de la commande.

9.4 La responsabilité du Fournisseur est dégagée de plein droit dans les cas suivants :

- les renseignements nécessaires à la bonne livraison de la Solution n'ont pas été fournis par le Client dans les délais convenus et au plus tard quinze (15) jours avant la date de livraison ;
- les renseignements fournis par le Client sont erronés ou incomplets ;
- l'acompte stipulé dans l'offre commerciale a fait l'objet d'un règlement tardif ;
- les échéances de règlement indiquées dans la proposition commerciale ou tout autre document du Fournisseur n'ont pas été respectées par le Client ;
- en cas de force majeure, ou d'événements tels que lock-out, arrêt de travail total ou partiel chez le Fournisseur ou chez les fournisseurs et sous-traitants de ce dernier, épidémies, guerres, réquisitions, incendies, inondations, accident d'outillage, rebut de pièces importantes en cours de fabrication, interruption ou retard dans les transports, mesures légales administratives empêchant, restreignant ou retardant la fabrication du matériel.

9.5 Si des accords spéciaux stipulent le versement de pénalités de retard au profit du Client, le montant cumulé desdites pénalités ne saurait dépasser 3% (TROIS POUR CENT) du montant total hors taxe des éléments non encore livrés. Le versement de ces pénalités de retard ne pourra avoir lieu qu'à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception par le Fournisseur d'une mise en demeure en recommandé avec avis de réception.
Si la livraison est retardée à la demande du Client, il lui sera facturé la somme de 75,80 € (soixante-quinze euros et quatre-vingt cents) par jour de retard, au titre des frais induits par l'entreposage des éléments non encore livrés. Il est expressément précisé que cet entreposage ne constitue un dépôt de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 10 - TRANSFERT DES RISQUES - ASSURANCE

10.1 Le transfert des risques de perte ou de détérioration de la chose prendra effet au jour de la livraison de la Solution. Toutefois, en cas de retard imputable au Client ou à sa demande expresse, le transfert des risques courra à compter de la date de livraison initialement prévue dans la proposition commerciale.

10.2 Le Client demeure en tout état de cause le gardien de la chose livrée. Il doit à ce titre prendre toutes mesures nécessaires à la bonne conservation de la Solution. Il s'engage également à souscrire auprès d'une compagnie reconnue un contrat d'assurance le garantissant contre tous risques de perte, vol ou détérioration, et ce avec un capital suffisant. Le Fournisseur pourra à tout moment requérir une copie dudit contrat d'assurance. Le Client assumera personnellement toute conséquence relative aux risques de perte, vol ou détérioration de la Solution. Dans tous les cas, le prix restera intégralement dû au Fournisseur.

ARTICLE 11 - RESERVE DE PROPRIETE

11.1 Le transfert de propriété de la Solution livrée au Client n'interviendra qu'après paiement intégral du prix en principal et accessoires, sous réserve de bonne fin d'encaissement.

11.2 Le Client s'interdit de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux droits de propriété grevant la Solution et ce, jusqu'au paiement intégral du prix.

11.3 A défaut de paiement du prix -même en cas procédures collectives (redressement ou liquidation judiciaires) engagées à l'encontre du Client, le Fournisseur pourra demander, sans délai et sans formalité particulière, la restitution en nature de la Solution. Cette dernière ne pourra faire l'objet d'aucune revente ou de tout autre procédé translatif de propriété (Loi n° 94-475 du 10/06/1994 modifiée par la loi n° 96-588 du 01/07/1996).

ARTICLE 12 - RECETTE

12.1 La recette est en principe effectuée à l'issue de la période d'installation de la Solution sur le site désigné par le Client. Ladite recette sera effectuée contradictoirement et aux frais du Client. Une fois les tests fonctionnels terminés, la Solution sera réputée être à la disposition du Client et la recette valablement acquise.

12.2 Dans le cas où ladite recette n'aurait pu être effectuée contradictoirement, celle-ci sera réputée valablement acquise à l'expiration d'un délai de trois (3) mois courant à compter du jour de la première installation sur site. Durant cette période de trois (3) mois, le Client pourra émettre toutes réserves par lettre recommandée avec avis de réception. Il appartiendra alors au Client d'indiquer avec précision les points techniques faisant l'objet de ses réclamations.

12.3 Si le Client ou son représentant ne se rend pas à la convocation qui lui sera faite par le Fournisseur huit (8) jours avant la date prévue pour ladite recette, cette dernière sera réputée valablement acquise.

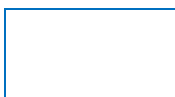
ARTICLE 13 - GARANTIE

13.1 Le Fournisseur garantit que les Progiciels sont conformes à la documentation qui a été remise au Client.

13.2 En raison du degré élevé de technicité des Progiciels, ceux-ci sont susceptibles de comporter des erreurs (ou bugs) non révélés malgré les tests approfondis effectués par le Fournisseur. Ce dernier s'engage exclusivement à remédier, avec toute la diligence raisonnablement possible, aux anomalies des Progiciels fournis.

13.3 Le Client devra, sous peine de déchéance de toute action s'y rapportant, informer le Fournisseur par écrit de l'existence des défauts affectant les Progiciels dans un délai maximum de huit (8) jours à compter de leur découverte.

Paraphe du signataire :



13.4 La garantie contractuelle pour les Progiciels est due au Client pendant trois (3) mois à compter de la date de la recette (article 12). En l'absence de contrat de services, les matériels sont couverts par la garantie du constructeur aux conditions de ce dernier. Toutefois, si la livraison est différée pour une cause indépendante du Fournisseur, la période de garantie commencera à courir à partir du jour où la livraison aurait dû être effectuée. Le remplacement des pièces pendant la période de garantie ne peut avoir pour effet de prolonger le délai de garantie des Matériels et des Progiciels.

13.5 La garantie contractuelle est limitée à la réparation ou au remplacement des pièces mises hors service par suite de défauts préexistants à la livraison. Sauf conditions particulières écrites, ces pièces devront être retournées dans les locaux du Fournisseur aux frais du Client. Le Fournisseur prendra à sa charge les frais de retour chez le Client, lorsque la Solution est installée en France métropolitaine. En outre, la garantie accordée par le Fournisseur ne peut en aucun cas s'étendre à l'environnement dans lequel évolue la Solution livrée, notamment aux produits d'autres sociétés tels qu'un système d'exploitation ou un traitement de texte.

13.6 Le Fournisseur est libéré de toute obligation de garantie au titre du présent contrat dans les cas suivants :

- VICES APPARENTS AU MOMENT DE LA DELIVRANCE DE LA SOLUTION ;
- USURE NORMALE DES PIECES ET COMPOSANTS ;
- DETERIORATIONS OU ACCIDENTS QUI PROVIENDRAIENT (I) DE L' USAGE DE LA SOLUTION NON CONFORME A LA DOCUMENTATION LIVREE, (II) DE CAS DE FORCE MAJEURE (NOTAMMENT INONDATIONS, TREMBLEMENTS DE TERRE, GREVES, EMEUTES, GUERRES), (III) DE REPARATIONS, INSTALLATION, TRAVAUX DE MAINTENANCE, MODIFICATIONS, DEPLACEMENTS EFFECTUES PAR DU PERSONNEL N'APPARTENANT PAS AU FOURNISSEUR OU SANS SON APPROBATION ECRITE PREALABLE, (IV) DE CHOCS INHABITUELS, DOMMAGES ELECTRIQUES, FOUDRE, INONDATIONS, INCENDIES, NEGLIGENCE, DEFECTUOSITE DE L'AIR CONDITIONNE OU DU CONTROLE D'HUMIDITE, ENVIRONNEMENT CORROSIF SUSCEPTIBLE D'ENDOMMAGER LES CIRCUITS ELECTRIQUES, DOMMAGES SE PRODUISANT DURANT LE TRANSPORT DE LA SOLUTION PAR LE CLIENT, (V) DU NON-RESPECT DES SPECIFICATIONS D'ENVIRONNEMENT CLASSIQUE D'UN SYSTEME MICRO-INFORMATIQUE EN TERME DE TEMPERATURE AMBIANTE ET D'HUMIDITE, (VI) DE L'UTILISATION D'ACCESSOIRES ET CONSOMMABLES NE RESPECTANT PAS LES SPECIFICATIONS DU FABRICANT DES MATERIELS, (VII) DE VIRUS INFORMATIQUES ET DYSFONCTIONNEMENTS DE LOGICIELS EDITES PAR DES TIERS.

13.7 Toute intervention demandée par le Client relevant des événements décrits au 13.6 lui sera facturée au tarif public en vigueur et ce, dans les limites de responsabilité prévues dans les présentes conditions générales.

13.8 L'entretien normal des Solutions installées n'est pas compris dans cette garantie et peut faire l'objet d'un contrat spécifique de services.

ARTICLE 14 - MODIFICATION - DEPLACEMENT DE L'INSTALLATION

14.1 Le Fournisseur se réserve le droit, pendant la première année suivant la livraison de la Solution et sans frais supplémentaires pour le Client, d'effectuer toutes modifications destinées à améliorer le fonctionnement et la fiabilité des Progiciels.

14.2 Avant tout déplacement de la Solution, le Client préviendra le Fournisseur par écrit trente (30) jours avant la date arrêtée par ce premier.

14.3 A la demande du Client, le Fournisseur pourra superviser le démontage et l'emballage de la Solution et assister à sa réinstallation après déplacement. Le Client fournira à cet effet les moyens techniques et humains nécessaires. Une facture spécifique, payable au comptant et sans escompte, sera établie pour cette opération.

ARTICLE 15 - FORMATION

15.1 Le Fournisseur organise des sessions de formation du Client pour la prise en main de la Solution livrée.

15.2 Toute formation supplémentaire fera l'objet d'une facturation séparée.

ARTICLE 16 - RESPONSABILITE

16.1 La responsabilité du Fournisseur est strictement limitée aux obligations définies aux présentes.

16.2 Le Fournisseur ne sera tenu à aucune indemnisation envers le Client pour tout préjudice résultant notamment:

- de tout dommage consécutif et/ou non-consécutif à des biens autres que ceux livrés ;
- de tout dommage direct et indirect subis du fait de la Solution livrée, en particulier la perte de données, le désassemblage et/ou la décompilation de données, la perte d'exploitation et la perte financière ;
- de cas de force majeure (événement à la fois imprévisible, irrésistible et extérieur).

ARTICLE 17 - PENALITES DE RETARD - CLAUSES PENALES

17.1 En cas de non paiement du prix à l'échéance, les acomptes déjà versés resteront acquis au Fournisseur à titre de dommages et intérêts.

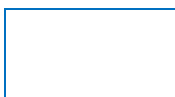
17.2 Si la responsabilité du Fournisseur était engagée dans les conditions de l'article 16, le montant de l'indemnisation due au Client ne saurait dépasser 5% (CINQ POUR CENT) du montant total hors taxe des licences de Progiciels concédées.

ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

18.1 Tout Progiciel reste la propriété pleine et entière de son auteur. L'utilisateur final de ce Progiciel ne bénéficie que d'une concession d'utilisation personnelle, incessible et non exclusive.

18.2 Le Fournisseur se réserve le droit de corriger sans préavis les éventuelles anomalies de ses Progiciels.

Paraphe du signataire :



18.3 Le Client s'interdit directement ou indirectement, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte aux droits de propriété du Fournisseur et notamment :

- de copier ou reproduire en tout ou partie le Progiciel et/ou sa documentation ;
- d'adapter, modifier, traduire ou transcrire le Progiciel et/ou sa documentation dans tout autre langue et/ou langage ;
- d'utiliser les marques acquises par l'usage, marques déposées, noms commerciaux, enseignes, et tout autre signe distinctif représentant le Fournisseur et sa Solution.

18.4 Le Client ne peut détenir qu'une seule copie du Progiciel conservée en lieu sûr, à titre de sauvegarde.

18.5 Le Fournisseur déclare avoir déposé ses Progiciels auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes (A.P.P.) dont les agents sont assermentés aux fins de procéder à toute constatation, notamment en cas de contrefaçon.

ARTICLE 19 - COMPETENCE

Tout litige relatif à la formation, la validité, l'exécution, l'interprétation et la cessation des obligations contractuelles, qui ne pourra donner lieu à un règlement amiable, sera soumis à la juridiction matériellement compétente dans le ressort du siège social du Fournisseur, quels que soient les conditions de vente et le mode de paiement acceptés, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

ARTICLE 20 - LOI APPLICABLE

Les présentes conditions générales de vente sont régies par le droit français.

ARTICLE 21 - DISPOSITIONS DIVERSES

21.1 Les présentes conditions générales de vente représentent l'intégralité des engagements existants entre le Fournisseur et le Client. Elles remplacent et annulent tout engagement oral ou écrit antérieur relatif à l'objet des présentes.

21.2 Toutes les obligations du Fournisseur mentionnées dans le présent contrat doivent être regardées comme des obligations de moyens.

21.3 Dans le cas où l'une quelconque des clauses susmentionnées seraient réputées non-écrites, les parties s'entendent à trouver une clause équivalente conformément à leur commune intention. En tout état de cause, la nullité de la clause litigieuse n'aura pas pour effet d'entraîner la nullité du présent contrat dans son entier.

21.4 En cas de contradiction entre les conditions générales de vente et tout autre document, les stipulations du présent contrat priment.

21.5 Toute renonciation à invoquer la violation d'une clause quelconque du présent contrat ne pourra constituer une renonciation à invoquer des violations antérieures, simultanées ou postérieures de la même ou d'autres clauses. Une telle renonciation n'aura d'effet que si elle est exprimée par écrit.

21.6 Il est formellement convenu que toute tolérance d'une des parties, dans l'application de tout ou partie des engagements prévus au présent contrat, quelles qu'en aient pu être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification du présent contrat, ni générer un droit quelconque.

21.7 En cas de survenance de circonstances exceptionnelles et imprévisibles, de nature à mettre en péril la bonne exécution du contrat conclu par les parties, la partie lésée peut demander l'ouverture de renégociations. La demande doit être faite sans retard indu et être motivée (par exemple : changement législatif ou jurisprudentiel rendant plus difficile ou plus onéreuse l'exécution des prestations par l'une des parties). Faute d'accord entre les parties dans un délai raisonnable, l'une d'elle peut saisir le tribunal compétent. La demande de renégociation ne suspend pas l'exécution de ses obligations. L'obligation de renégociation ne couvre pas les cas de force majeure.

Le :

Lu et Approuvé

Nom :

Cachet et signature

Merci de parapher chacune des 5 pages de ce document.

Paraphe du signataire :